Quand Blanquer était prêt à tout pour l'ouverture d'un groupe scolaire musulman proche d'Al-Qaïda…

écrit par Christine Tasin | 19 avril 2019

Alain Morvan, le recteur dynamite

« L'école républicaine, c'est celle où le mérite doit être le seul déterminant qui compte… C'est celle où les meilleurs élèves ont le droit d'être les meilleurs, et le devoir d'inciter leurs camarades à s'inspirer de leur exemple. ». Alain Morvan, extrait d'une lettre adressée à Bel-Kacem en 2015.

Alain Morvan, qu'un article de Lyon capitale en 2007 appelait

Alain Morvan, le recteur dynamite

« le recteur dynamite »

Macron et Blanquer font le maximum pour faire croire que Blanquer serait un laïque, un défenseur d'une école à la papa, nous l'avons démontré à de multiples reprises ici, mais il n'est pas inutile de remonter 12 ans en arrière et de rappeler le rôle de Blanquer le soumis aux diktats musulmans dans cette scandaleuse affaire Al-Kindi.

La bataille fut rude, Blanquer, directeur adjoint de cabinet, son Ministre de tutelle de l'époque, De Robien, et le Premier Ministre Villepin (devenu avocat du Qatar depuis…) avaient gagné. Et Alain Morvan, le recteur de Lyon qui s'était battu comme un beau diable contre le projet limogé. Purement et simplement.

C'était en 2006. Le recteur de Lyon reçoit une demande d'ouverture de groupe scolaire (primaire, collège et Lycée) Al Kindi. Or, le fondateur du groupe Nazir Hakim, est un proche d'Al-Qaida en Syrie…

Alain Morvan, recteur intègre, va se battre pendant un an pour s'opposer au projet à la fois pour des raisons de sécurité et de laïcité. Il dénonce notamment les risques d'intégrisme religieux. Il sera limogé en mars 2007 et le groupe scolaire ouvrira ses portes en septembre de la même année à Décines-Charpieu, dans la métropole lyonnaise.

Tout l'appareil d'Etat a été utilisé pour faire taire Alain Morvan, appareil d'Etat soumis au Ministre de l'Intérieur Sarkozy qui jouait déjà lui aussi le communautarisme musulman

pour gagner les élections…

Alain Morvan a écrit un livre de souvenirs-règlements de compte sur cet épisode de sa vie, *L'Honneur et les honneurs. Souvenirs d'un recteur « kärcherisé »* il n'y ménage pas Blanquer.

Ci-dessous des extraits d'un entretien d'Alain Morvan accordé à Marianne, qui explique finalement, rétrospectivement, pourquoi Macron a choisi Blanquer. Il n'est pas marocain, il n'a pas de sex-appeal aux yeux de Macron, il ne représente pas grand-chose politiquement, mais c'est un animal au sang froid qui n'a AUCUNE éthique, aucune morale. C'est un animal politique, sans état d'âme, un ambitieux prêt à tout pour son maître et pour lui-même. Et qui se fout de la laïcité comme de ses premières chaussettes.

https://www.marianne.net/politique/alain-morvan-jean-michel-blanquer-c-est-l-anti-heraut-de-la-laicite

Marianne : En 2006, sur quoi reposent vos craintes lorsque vous voyez arriver sur votre bureau le projet d'installation du groupe scolaire Al Kindi dans la métropole de Lyon ?

Alain Morvan : C'est une découverte progressive. En 2006, après avoir étudié le dossier sous l'angle de la sécurité et de l'hygiène – mes prérogatives se limitant à ces aspects puisque cette école voulait être sous le statut hors contrat – mes réserves sont liées à de simples questions techniques et des considérations juridiques. Le choix du site, notamment, est à mon sens à haut risque : il est très pollué au benzen et à d'autres hydrocarbures, et en lisière du futur établissement passe une conduite de gaz à haute pression. Ces deux éléments réunis sont très dangereux. Or pour moi, tous les enfants, qu'ils soient dans le privé ou le public, ont droit à la même exigence de sécurité. Ce site était donc absolument à exclure

pour y établir une école. C’est après que je découvre que je suis face à un dossier très politique et que je vais subir de fortes pression.

C’est-à-dire ?

Je subis d’abord une forte pression de la communauté musulmane de Lyon. Le recteur de la mosquée demande ainsi un jour à être reçu en catastrophe. Il veut me convaincre de soutenir ce projet. Puis quelques jours plus tard, des manifestions sont organisées devant le rectorat, je note que de nombreux manifestants sont en tenues salafistes. On m’y traite de taliban et on me reproche de soutenir la loi de 2004 contre le port du voile, jugée raciste. Ce qui montre bien la confusion dans les esprits : en tant que recteur, je n’ai pas à me prononcer sur ce sujet, j’applique simplement les lois votées par le Parlement. Passons. Ils sont finalement reçus par le préfet.

Je vais également subir des pressions d’en haut. Après avoir fait connaître mes premières réserves sur le projet d’Al Kindi, en raison des sérieux problèmes de sécurité, je suis convoqué, chose inédite, par le ministère de l’Intérieur. Alors que je ne dépends que du ministre de l’Éducation nationale ! Nous sommes en pleine vacances scolaires et je dois, du jour au surlendemain, le 18 août 2006 très précisément, me rendre place Beauvau. Le 18 au matin, je me retrouve dans une salle qui s’appelle le fumoir, en présence de Jacques Gérault, préfet et directeur adjoint du cabinet de l’Intérieur. Participent également le préfet du Rhône et Bernard Thomas, directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien, le ministre de l’Éducation nationale. Seul point à l’ordre du jour de cette réunion : le cas Al Kindi. On m’y donne la parole, je rappelle ma position devant cette assemblée de hauts fonctionnaires, notamment toutes mes réticences sur la sécurité du site. Force est de constater que le projet est déjà très avancé dans la tête de ces messieurs, puisque le préfet du Rhône me fait savoir qu’il envisage déjà

de placer cet établissement sous le statut d'établissement sous contrat… Je sens bien que je deviens un obstacle pour eux. Mais après cette réunion, je maintiens ma position et j'envoie une note au ministère de l'Éducation nationale avec tous mes arguments justifiant mes réserves. Entre alors en jeu un petit nouveau dans ce dossier, Jean-Michel Blanquer.

Quel rôle tient-il dans le déroulement de votre affaire ?

Au mois d'octobre suivant, je reçois un coup de téléphone de sa part. Jean-Michel Blanquer vient de remplacer Bernard Thomas au poste de directeur adjoint de cabinet de Gilles de Robien. Il a vingt ans de moins que moi et a le profil parfait pour ce poste, c'est-à-dire capable d'exécuter à la lettre les ordres sans se poser de questions. C'est ce que je vais découvrir par la suite. Au téléphone, il me fait part des inquiétudes que je suscite au ministère. Il me reproche également de m'être exprimé sur des *« mauvais registres »*. Dans un article du *Monde* dans lequel j'étais interrogé sur les manifestations qui s'étaient déroulées devant le rectorat, j'expliquais : « *Nous sommes en face d'un complot contre la République et ses lois. Moi je ne veux pas qu'on vende la France à la découpe* ». Lui me signifie que j'ai dorénavant interdiction de parler…

Pour finir, il me demande de participer à un entretien à Paris mais m'indique qu'il se tiendra un samedi pour éviter que cela n'apparaisse trop comme une convocation… L'entretien est relativement correct. Je développe de nouveau les arguments motivant mes réticences, en y ajoutant cette fois que, au vu du développement de l'affaire, le projet Al Kindi, au regard du soutien de groupes salafistes dont il bénéficie, pose un véritable défi à la laïcité et plus largement à la République. Il m'écoute mais je vois bien que c'est parce qu'il essaye de me prendre en douceur car finalement, il me fait clairement comprendre que je dois céder. À la fin de notre entretien, je lui rappelle le contexte particulier que nous vivons. Nous sommes en pleine période de ramadan, et nous remonte dans

toute la métropole de Lyon des incidents à l'encontre de jeunes gens subissant des pressions pour le faire. Je l'incite à créer un groupe de travail sur la laïcité.Il accueille ma proposition positivement mais me dit qu'il ne faut pas que l'on parle de ce groupe et que, si on devait en parler, il ne faudrait pas que le terme laïcité apparaisse… J'ai reçu par la suite plusieurs autres coups de téléphone de sa part pour me dire sensiblement la même chose, variant les remontées de bretelles et les mises en garde.

Pourquoi, selon vous, *« l'appareil d'État »* a-t-il réagi ainsi à vos alertes ?

Ça, je ne vais le comprendre que quelques mois avant mon limogeage. Grâce notamment à Bernard Thomas. En février 2007, je reçois un coup de téléphone de sa part à cause de mes déclarations lors d'un passage sur une radio locale où je rappelais mes positions sur Al Kindi et les enjeux républicains de ce dossier. Il était devenu entre temps le directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, Blanquer le remplaçant à son ancien poste. Pendant notre échange, il me passe un énorme savon et me donne l'ordre de me taire car je mettrais Gilles de Robien dans une position extrêmement difficile par rapport à Nicolas Sarkozy.

Je comprends alors pourquoi mon ministère s'est comporté ainsi depuis le début de l'affaire. Au début de l'été 2006, lorsque débute l'affaire d'Al Kindi, l'élection présidentielle de 2007 est déjà dans toutes les têtes. Et tout le monde sait pertinemment que le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, se prépare à y concourir. Toute la droite et le centre de l'époque, voyant le chiraquisme finissant, doit se positionner par rapport à lui. Soit en le soutenant, soit en optant pour une prudente neutralité et éviter d'insulter l'avenir. Or Nicolas Sarkozy, ce n'est un mystère pour personne, joue clairement la carte communautaire pour consolider sa future candidature. En m'opposant à l'ouverture du groupe scolaire Al Kindi, je suis devenu une gêne pour Nicolas Sarkozy car de

nombreux représentants de la communauté musulmane, à l'image de Dalil Boubakeur, soutiennent à l'époque ce projet. Il faut donc me faire taire. C'est ce qu'ils finiront par obtenir. Le 21 mars, un mois avant le premier tour de la présidentielle, je suis limogé.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'actuel ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui a joué un rôle dans votre mise à l'écart ?

C'est un homme de toute évidence intelligent, fin manœuvrier, trop fin manœuvrier. Il a toujours été fort ambitieux, ce qui n'est pas un problème en soit sauf quand, pour atteindre ses objectifs, on devient peu regardant face aux grands enjeux républicains, dont l'éthique de la laïcité. Je suis également surpris par l'image qu'il a réussi à créer, cette stature de garant de la laïcité et de l'école républicaine. Il est clairement très doué en matière de communication mais le Jean-Michel Blanquer que j'ai connu est très loin de cette image qu'il s'est construit aujourd'hui, c'est l'anti-héraut de la laïcité !